

Shenzhen, ex-petit village de pêcheurs devenu en quelques dizaines d'années une mégapole industrielle



ALEXANDROV ARTUR/APF IMAGE FORUM

Démographie & migrations internationales

MESSAGES CLÉS

Dans les trente prochaines années, le monde connaîtra d'importantes reconfigurations démographiques : accroissement de la population de plus de 25 % (pic entre 2015 et 2025), vieillissement (augmentation de l'âge médian de huit ans), aggravation du déséquilibre numérique hommes/femmes, au détriment de ces dernières.

L'accroissement des migrations régionales et transcontinentales nourrira les dynamiques de *déterritorialisation* (perméabilité des frontières et de l'identité individuelle et collective) et devrait poser avec davantage d'acuité la question du statut du migrant.

Ces évolutions, qui constitueront des opportunités pour certains pays (dividendes démographiques) et des défis (économiques, politiques, sociaux, sociétaux, sécuritaires) difficiles à relever pour d'autres, devraient en tout état de cause rendre plus complexe la gestion des territoires (pression sur les ressources ; urbanisation croissante ; *littoralisation* et *héliotropisme*▲). Elles pourraient exacerber les tensions, voire les risques de confrontation.

1 Les nouveaux contours de la population mondiale

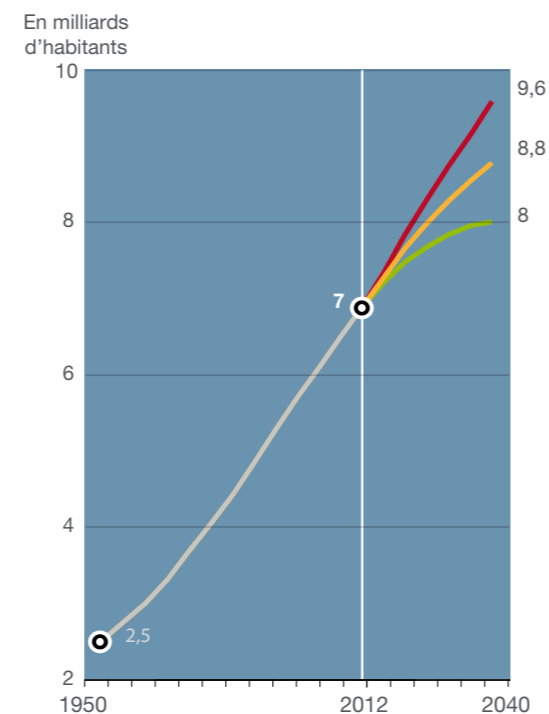
1.1 - Un accroissement général de la population mondiale, reflétant de fortes disparités régionales

D'ici à 2040, la population mondiale devrait croître de près de 29 % et compter 8,9 Md d'habitants¹, contre 7 Md aujourd'hui. Cette augmentation, qui couvrira d'importantes disparités régionales, résultera, pour l'essentiel, du fort accroissement naturel² des pays en développement, qui compteront 7,5 Md d'habitants, contre 5,6 Md actuellement.

La « diagonale de croissance démographique » devrait couvrir une zone s'étendant de l'Afrique subsaharienne jusqu'à la péninsule arabique, l'Afghanistan, le Pakistan et le nord de l'Inde³. En valeur, l'Afrique subsaharienne connaîtra le plus fort taux de croissance (+90 % d'ici à 2040³), tandis que l'Asie restera la première contributrice en nombre d'habitants additionnels (+ 1,1 Md). L'Amérique latine et les Caraïbes, qui connaîtront une croissance nettement moins soutenue, gagneront 145 M d'habitants.

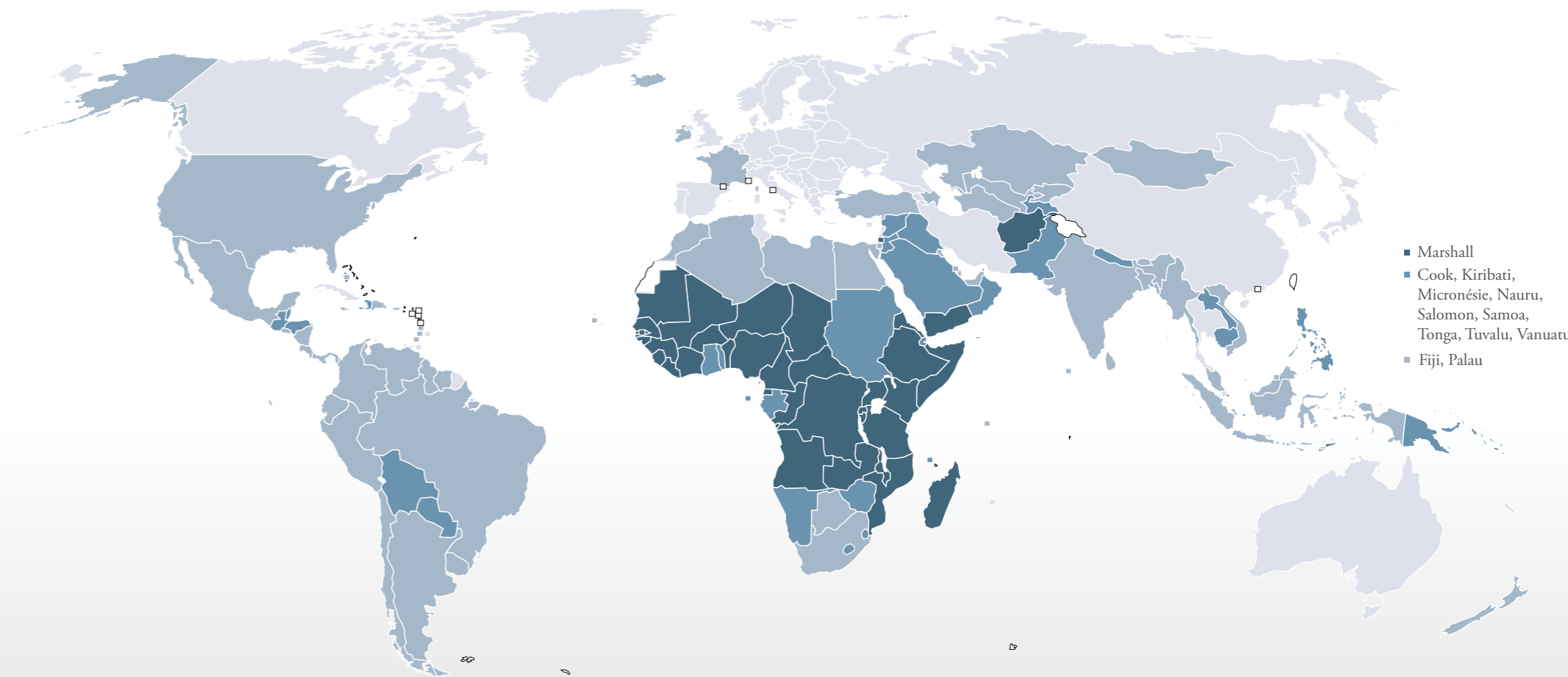
À l'inverse, dans la grande majorité des pays développés les faibles indices synthétiques de fécondité (ISF)⁴ pèseront sur la croissance naturelle : en Europe (Russie incluse), avec 1,74 enfant par femme, cet indice devrait demeurer en deçà du seuil de renouvellement des générations (2,1 enfants). Cette tendance recouvre toutefois des situations diverses, la France et le Royaume-Uni devant continuer à bénéficier d'une croissance démographique plus dynamique.

Les États-Unis seront relativement préservés, grâce à un indice de fécondité encore relativement élevé⁴ et à une immigration importante (1,5 M de nouveaux migrants par an en 2010, contre 2 M d'ici une trentaine d'années).



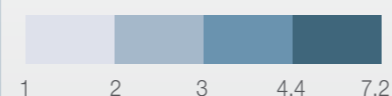
Hypothèse d'évolution de la population mondiale à l'horizon 2040

Hypothèses : Haute Moyenne Basse
 Source : ONU, <http://esa.un.org/unpp>
 Atelier de cartographie de Sciences Po - 2011



Taux de fécondité, 2005-2010

Nombre d'enfants par femme en âge de procréer



Note : la plupart des pays disposent de valeurs sur la période 2005-2010, excepté quelques îles du Pacifique dont les données s'échelonnent sur la période 1991-2008.

Absence d'information

Source : UN Statistics Division, <http://unstats.un.org/unsd/default.htm>

Atelier de cartographie de Sciences Po - 2011

1- *World Population Prospects: the 2010 Revisions*, Nations unies, 2010. Ces données correspondent à la valeur médiane des projections onusiennes, pour une fourchette allant de 7 Md à 9,6 Md d'habitants.
 2- Les taux de fécondité de ces pays dépassent encore actuellement trois enfants par femme, voire six enfants dans certains cas exceptionnels (Afghanistan, Niger, Ouganda...)
 3- 1,8 Md d'habitants en 2040, contre 1 Md en 2010 (*World Population Prospects: the 2010 Revisions*, Nations unies, 2010).

4- 2,09 à projections constantes (*World Population Prospects: the 2010 Revisions*, Nations unies, 2010).

FOCUS

L'Afrique subsaharienne face à la vague démographique

Aujourd'hui, une naissance sur quatre dans le monde a lieu en Afrique subsaharienne, alors que ce continent représente à peine plus de 12 % de la population mondiale. D'ici à 2050, la population du sous-continent pourrait doubler pour atteindre, sauf inflexion majeure des comportements sociaux et des contraintes économiques et politiques, 2 Md d'habitants. L'achèvement de la transition démographique, entamée dès le début du XX^e siècle et qui devrait s'achever à l'horizon 2040, constitue un enjeu central pour la stabilité et le développement du continent.

La formidable croissance démographique africaine est liée à la conjonction d'un taux de natalité[▲] élevé – environ 4,8 enfants par femme à l'heure actuelle (pic de 7 au Sahel) – et d'un taux de mortalité[▲], notamment infantile, en réduction, grâce aux progrès de l'hygiène, de l'alimentation, mais surtout de la médecine, notamment en ce qui concerne la gestion du paludisme et du sida, principaux facteurs de mortalité en Afrique. Le niveau élevé de fécondité restera d'autant plus fort que la pyramide des âges y est très favorable¹.

La croissance démographique africaine s'inscrit dans un contexte de sous-peuplement historique et d'urbanisation massive. Cette hausse de la population favorisera le développement économique, à condition que les sociétés concernées soient en mesure de miser sur le capital humain et d'investir dans les infrastructures (éducation, santé, transport...), et que soient pris en compte des facteurs de conflits induits (tensions communautaires de type agriculteurs/pasteurs, répartition d'une eau souvent rare, dégradation écologique...).

Dans certains émergents ou pays en développement portés par une croissance économique soutenue, l'amélioration rapide des systèmes sanitaire et social, doublée d'une évolution des comportements en matière de natalité, pourrait entraîner une brusque diminution des taux de natalité.



RUPTURE

Une augmentation du taux de natalité dans les pays développés, en particulier européens, constituerait une rupture en terme de comportement reproductif, mais aurait une traduction limitée en volume, dans la mesure où l'accélération de la croissance démographique porterait sur une base de population restreinte.

Alors que la moitié des habitants de la planète vit d'ores et déjà dans des pays où la fécondité est inférieure à 2,1 enfants par femme, la diminution continue de l'ISF (2,45 enfants par femme en 2010-2015, et 2,2 à partir de 2045) est le facteur principal de la diminution de l'accroissement naturel mondial à l'horizon 2040 (qui pourrait ne pas dépasser 0,3 % en 2050).

Ce phénomène de transition démographique n'épargnera aucune région du globe, pas même celles connaissant encore des taux élevés. En Asie, par exemple, l'indice synthétique de fécondité a d'ores et déjà diminué de 20 % entre 1995 et 2005, et certains pays (Chine, Sri Lanka, Thaïlande, etc.) sont passés en dessous du seuil de renouvellement. L'achèvement de la transition démographique dans la plupart des pays en développement pourrait avoir, dans nombre d'entre eux, un impact positif en termes de stabilisation sociale et politique, grâce à la réduction progressive de la part des jeunes urbains sans emploi susceptibles de constituer un vivier de recrutement pour les groupes criminels ou rebelles.

Pour d'autres, la tendance devrait être plus critique et, en l'absence de compensations migratoires, conduire à un déclin démographique. Au Japon, la population pourrait diminuer de 12 %. Sur le continent européen¹, l'indice synthétique de fécondité pourrait demeurer largement en deçà du seuil de renouvellement des populations² et, à apport migratoire nul, la population devrait diminuer de 12 M de personnes d'ici à 2045.

1- Avertissement: dans les données de l'Onu, la Russie, l'Ukraine et la Biélorussie sont incluses dans l'Europe. Or, la population de ces trois pays seuls devrait perdre 28 M d'habitants à l'horizon considéré.
2- Europe du Sud, du Centre et de l'Est. En Allemagne, le taux de fécondité était de 1,4 enfant par femme en 2008.

FOCUS

Le déclin de la population russe

La Russie se dépeuple de manière constante depuis le début des années 1990. Elle a perdu 5,8 M d'habitants depuis 1992, en dépit d'un solde migratoire largement positif, et compterait désormais 142,9 M d'habitants. En outre, les résultats préliminaires du recensement général réalisé en 2010 font apparaître une perte de 2,2 M d'habitants en l'espace de huit ans, soit 1,6 %, depuis le recensement de 2002. Les pertes les plus sensibles sont enregistrées dans les régions d'Extrême-Orient et de Sibérie, mais aussi en Russie centrale.

Cette tendance devrait s'accroître au cours des trente prochaines années, du fait d'un faible taux de natalité, inapte à compenser une mortalité élevée en raison du développement des maladies cardio-vasculaires, des comportements à risque (alcoolisme, drogue, VIH, etc.), du développement de maladies comme la tuberculose et des suicides, responsables du recul de l'espérance de vie, en particulier chez les hommes. Et cela d'autant que, si le pays dispose de techniques médicales avancées, il manque de ressources pour entretenir un système de santé performant.

Cette crise démographique constitue un grave facteur de risque en termes de développement et de sécurité, notamment en raison du vieillissement accéléré de la population; l'âge médian pourrait atteindre 44,9 ans en 2040, classant la population russe parmi les plus âgées au monde. Au cours des dix prochaines années, selon diverses estimations, la population active pourrait se rétracter de 7 M à 8 M de personnes. En outre, la réduction sensible du nombre d'hommes âgés de 18 ans à 35 ans a d'ores et déjà un impact, notamment sur la conscription.

Après avoir beaucoup tardé à prendre en considération la question démographique, les autorités russes en ont fait un projet national prioritaire³. La gestion de la main-d'œuvre, des systèmes de retraite, éducatif et sanitaire, qui impose des mécanismes d'une grande souplesse ayant un coût élevé, constituera un défi de grande ampleur dans les années à venir. La pression nationaliste et xénophobe pourrait limiter la possibilité d'utiliser l'apport migratoire, seul recours qui permettrait de pallier le déclin démographique.

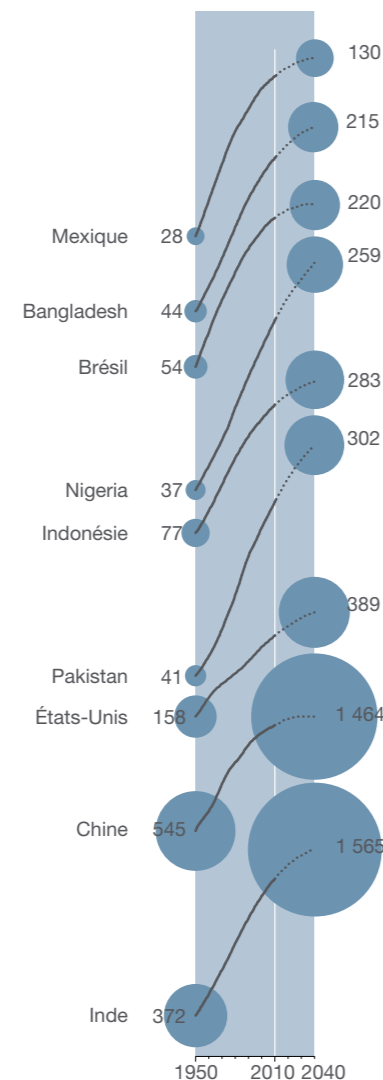
3- Pour enrayer cette tendance, le gouvernement a pris des mesures d'incitation à la natalité, de réduction de la mortalité et de mise en place d'une politique migratoire sélective, encourageant le rapatriement des ressortissants russes vivant à l'étranger.

1- 45 % de la population a moins de 15 ans (pyramides des âges de l'Afrique, 1950-2050, INED, 2010).

1.2 - En 2040, l'humanité vit au sud

La prépondérance de la part des pays émergents et en développement dans la population mondiale devrait se renforcer à l'horizon 2040, l'Asie et l'Afrique concentrant 78 % de la population mondiale (contre 75 % actuellement). À l'inverse, la part des pays développés devrait continuer à se réduire (14,5 % dans 30 ans, contre 19 % actuellement).

La hiérarchie des puissances démographiques devrait être modifiée du fait de la disparité des taux de croissance naturelle entre pays développés et émergents d'une part, et au sein même de ces derniers d'autre part. À l'horizon 2040, l'Inde (1,65 Md d'habitants), en tête des puissances démographiques, devrait dépasser la Chine (1,36 Md). Le Brésil et la Russie devraient connaître des trajectoires divergentes, avec une forte croissance (224 M, contre 195 M à l'heure actuelle) pour le premier et un second confronté à une décroissance démographique (130 M, contre 143 M). Pour leur part, les États-Unis (383 M en 2040, contre 315 M actuellement) devraient poursuivre leur rattrapage vis-à-vis de l'Europe¹, qui stagnerait (537 M en 2040, contre 541 M).



Évolution de la population des pays les plus peuplés en 2010, 1950-2040

Note : estimation moyenne en millions d'habitants

Source : Onu, <http://esa.un.org/unpp>

Atelier de cartographie de Sciences Po - 2011

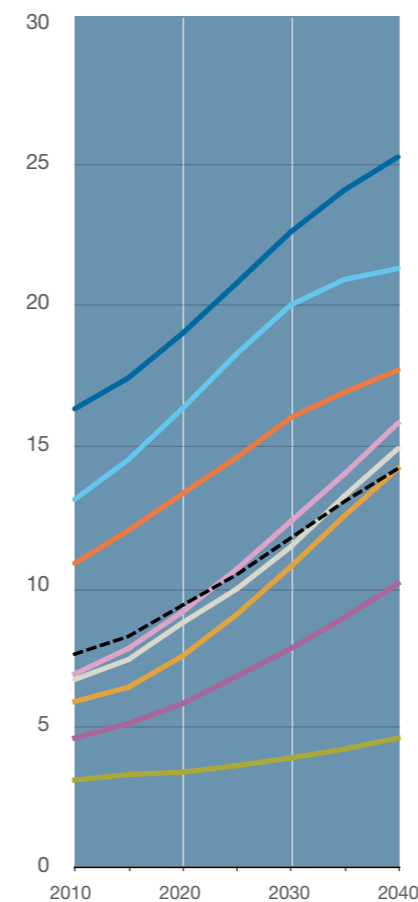
1.3 - Un vieillissement de la population qui touche l'ensemble des continents

Phénomène inédit dans l'Histoire, l'humanité vieillit. Porté par les tendances convergentes à l'allongement de la durée de vie et à la baisse de la fécondité (généralisation du modèle de famille réduite), l'âge médian[▲] devrait être de 36,3 ans à l'horizon 2040, contre 29 actuellement. La part de la population âgée de plus de 60 ans devrait ainsi passer de 11 % à 19 % en 2040. Cette accélération du phénomène à l'échelle planétaire devrait être favorisée par l'évolution des comportements reproductifs (élévation de l'âge moyen de procréation) et par la diminution de la mortalité infantile[▲].

Le phénomène devrait toucher l'ensemble des régions, mais il devrait être plus rapide dans les pays en développement que dans les pays développés. Alors que, entre 2005 et 2040, le nombre de personnes du 4^e âge (plus de 80 ans) aura doublé à l'échelle mondiale, il devrait plus que tripler dans les pays en développement, où le vieillissement de la population deviendra un enjeu majeur dans des pays dépourvus de systèmes de protection sociale comme l'Inde ou la Chine. La Chine, où le ratio actifs/retraités risque de tomber de 10 en 1993 à 2 en 2040, pourrait ainsi « devenir vieille avant d'être riche »².

Avec un âge médian passé de 30 ans en 1950 à 40 ans aujourd'hui, les sociétés européennes sont d'ores et déjà confrontées à un vieillissement accéléré de leur population. À l'horizon des trente prochaines années, ce phénomène pourrait être d'une intensité et d'une durabilité notablement supérieures aux prévisions des vingt dernières années. Si la faible fécondité actuelle persiste, le papy-boom devra être pris en charge, en termes financiers et humains, par des générations à effectifs de plus en plus réduits. Cette inversion de la pyramide des âges est de nature à provoquer un creusement accéléré du déficit démographique, une augmentation de la pression sur les budgets publics et une modification des comportements économiques (moins d'acceptation du risque, part plus importante des services à la personne, etc.).

2- 27 % de sa population aura plus de 60 ans dans trente ans, contre 11 % aujourd'hui.



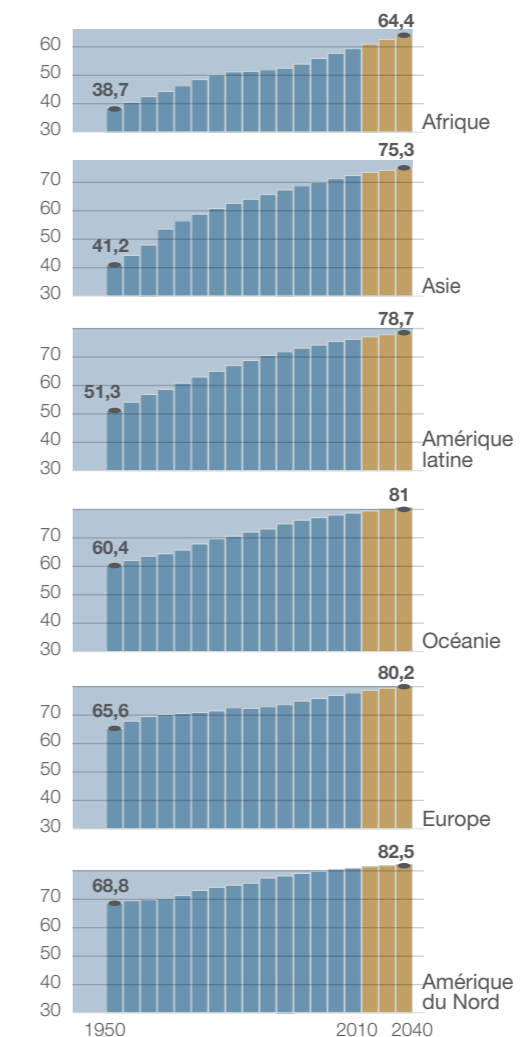
Part des plus de 65 ans dans la population 1910-2040

Note : estimation moyenne en pourcentages



Source : Onu, <http://esa.un.org/unpp>

Atelier de cartographie de Sciences Po - 2011



Tendances de l'espérance de vie à la naissance, 1950-2040

Note : estimation moyenne hommes-femmes confondus

Source : Onu, <http://esa.un.org/unpp>

Atelier de cartographie de Sciences Po - 2011

La société américaine connaîtra la même tendance, moins marquée toutefois qu'en Europe : la part de la population de plus de 65 ans devrait atteindre environ 21 % en 2040 (13 % en 2010), et le taux de dépendance[▲] s'accroître de près de 70 %¹.

Dans les pays développés, cette tendance durable au vieillissement de la population ne manquera pas de peser sur les systèmes de retraite et de protection sociale, la santé, les services aux personnes âgées. Elle pourra, en outre, entraîner une hausse sensible des dépenses publiques, voire, dans certains cas, des tensions intergénérationnelles, la population dépendante constituant un poids de plus en plus lourd pour les populations actives, dont les retraites ne seraient plus assurées, avec un chômage touchant davantage les jeunes.

Le vieillissement de la population pourrait également être à l'origine de tensions internes – parfois critiques dans le cas de pays très inégalitaires et à la solidarité intergénérationnelle fragilisée nécessitant des réformes politiques, économiques et sociales d'ampleur pour préserver la cohésion sociale, assurer la viabilité des systèmes de protection sociale et, au-delà, le dynamisme économique. Ce défi pourrait freiner la montée en puissance de certains émergents, en particulier de la Chine, qui devrait atteindre son « point de pénurie »² dès la décennie 2010-2020 et voir son potentiel de croissance économique régresser à 6 % à l'horizon 2040.

1- *The next four decades: the older population in the United States, 2010 to 2050*, US Census Bureau, Department of Commerce, mai 2010.

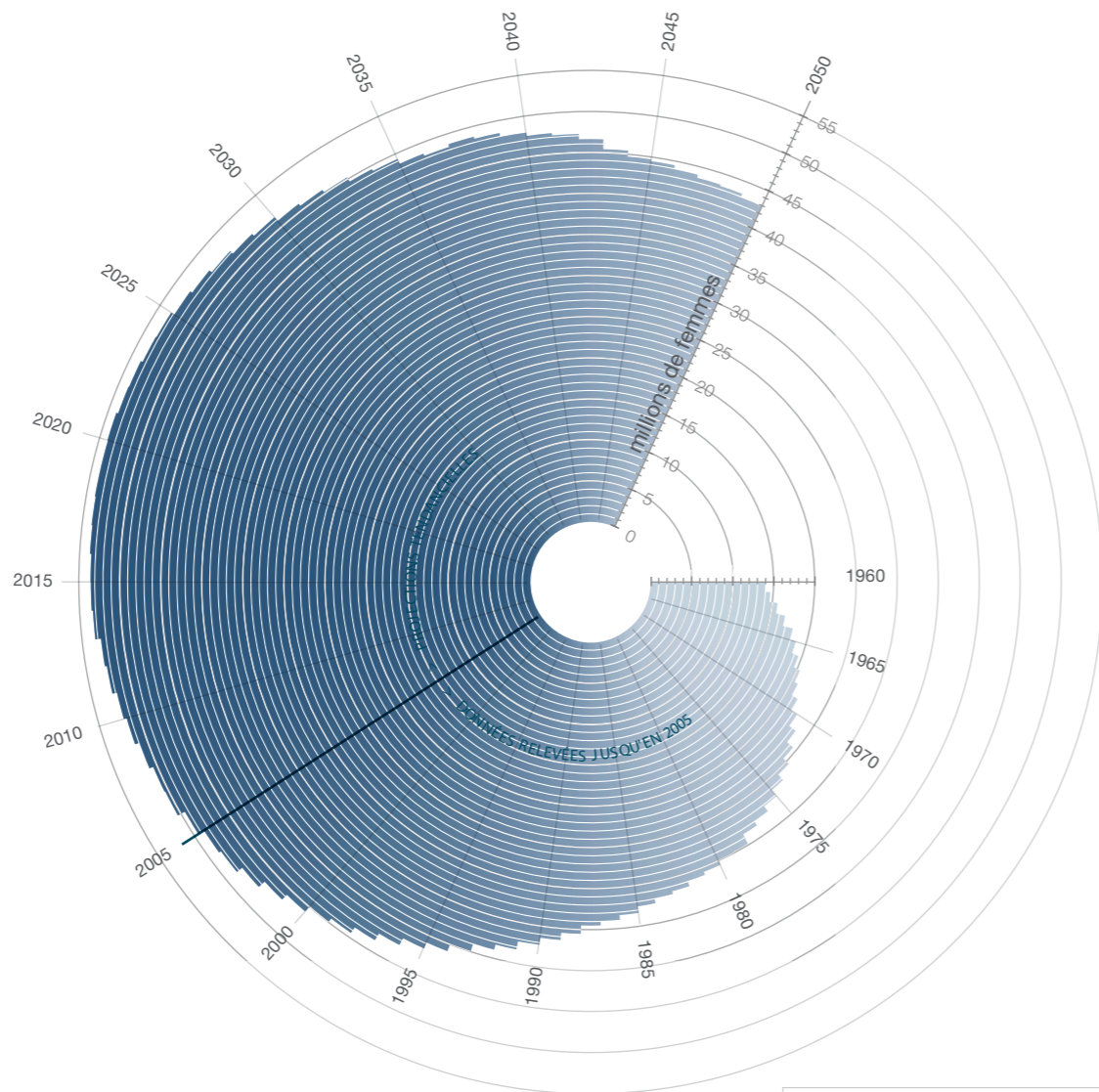
2- Cette phase, mise en évidence par Arthur Lewis (*Economic with unlimited supplies of labour*), marque le passage entre un développement économique fondé sur un réservoir de main-d'œuvre « illimité » – notamment lié au sous-emploi agricole – à une phase plus tendue, où l'épuisement de ces flux massifs de travailleurs entraîne une forte croissance des rémunérations et une amélioration des conditions de travail.

1.4 - Un déséquilibre entre hommes et femmes

Alors que dans un système de parfaite égalité entre hommes et femmes, notamment en matière d'accès à la santé, ces dernières seraient naturellement plus nombreuses, le déficit de femmes dans la population mondiale est estimé à 100 M¹, particulièrement marqué dans certains pays d'Asie (Chine, Pakistan, Inde, Bangladesh, Corée du Sud, Taiwan) et du Caucase (Géorgie, Arménie, Azerbaïdjan).

L'Asie est le seul continent à compter une majorité d'hommes (51 %) en raison des avortements sélectifs et de la surmortalité des fillettes par manque de soins ou infanticides. Cette anomalie démographique devrait se résorber partiellement à l'horizon 2040² ; elle n'en aura toutefois pas moins d'importantes conséquences sur la société, lorsque les populations concernées atteindront l'âge du mariage. Ainsi, en Chine, où la politique de l'enfant unique s'est traduite dans les faits par la règle du *fil* unique, près de 40 M d'hommes pourraient ne pas trouver d'épouse, à l'horizon 2030 ; une situation susceptible d'alimenter le développement de phénomènes criminels tels que la vente et le rapt d'épouses et, plus largement, d'être à l'origine de déstabilisations sociales.

Par ailleurs, la question de l'égalité hommes/femmes (accès à l'éducation, aux soins, statut social et matrimonial, situation professionnelle, etc.) restera un enjeu structurant dans les prochaines décennies, en particulier dans les pays en développement, où l'absence de progrès dans la situation des femmes pourrait constituer un frein au développement ou à la reconstruction, mais aussi dans les pays développés.



Évolution du déficit de femmes en Chine 1960-2050

Source : Onu, <http://esa.un.org/unpp>

2033, *Atlas des futurs du monde*, de Virginie Raisson (Éd. Robert Laffont) © www.lepac.org

1- Il naît 100 femmes pour 105 hommes. Le taux de mortalité des hommes étant plus important à tous les âges de la vie, l'équilibre se rétablit entre hommes et femmes. L'écart se creuse à nouveau pour le 3^e âge.
2- Pour l'Asie, le ratio hommes/femmes devrait passer de 105 actuellement (contre 101,7 à l'échelle mondiale) à un peu plus de 103 à l'horizon 2040. Source : *World Population Prospects*, Nations unies, 2009. Valeur médiane retenue.

2 Les migrations, un défi structurant

Stimulées par la mondialisation, l'ouverture des frontières, le développement des réseaux et des communications, les besoins de main-d'œuvre, mais aussi l'accroissement des inégalités et les conflits, les migrations ont considérablement augmenté au cours des dernières décennies, participant aux reconfigurations de la carte du monde.

2.1 - Des migrants toujours plus nombreux

L'étude prospective des migrations est particulièrement aléatoire et complexe tant il est difficile d'anticiper les facteurs d'incitation au départ, souvent liés aux conditions de souffrance humaine que sont les crises, les guerres civiles, les catastrophes... En outre, la notion de « migrant »[▲] recouvre des profils très divers : migrations d'établissement, travailleurs migrants, étudiants, réfugiés, demandeurs d'asile, sans parler des migrants en situation irrégulière, sur le nombre desquels il n'existe pas d'estimation fiable.



Camp de réfugiés à la frontière libyenne, 10 mars 2011, Choucha, Tunisie

Alors que trois phénomènes majeurs peuvent influencer sur les dynamiques migratoires – économiques, politiques, environnementaux – le nombre de migrants intercontinentaux, qui s'élève aujourd'hui à environ à 240 M, contre 740 M de migrants régionaux¹, pourrait atteindre 450 M en 2050².

D'une ampleur et d'une dispersion inédites, les flux migratoires[▲] concernent tous les pays du monde, qu'ils soient pays de départ, d'accueil et/ou de transit. Cette dynamique se poursuivra au cours des trente prochaines années.

Les facteurs d'incitation au départ, fondés sur le diptyque attractivité/rejet (économique, politique, environnemental, familial, etc.), devraient être aussi nombreux qu'aujourd'hui :

- forte croissance démographique endogène;
- situation politique et sécuritaire dégradée;
- marché du travail local atone;
- accroissement des déséquilibres mondiaux (augmentation des tensions intercommunautaires, fragilisation des États de départ et d'accueil...);
- développement de zones de fracture économique, politique, sociale et démographique génératrices de migrations, souvent clandestines;
- développement de solidarités transnationales;
- ouverture des frontières de pays jusqu'à présent fermés;
- scolarisation (phénomène de « compétences à vendre »);
- baisse relative du coût des transports;
- rôle des médias (notamment de la télévision);

- urbanisation rapide des grandes métropoles des pays en développement, où s'élaborent les projets de départ; dans trente ans, on trouvera de moins en moins de ruraux analphabètes et pauvres parmi les migrants, et de plus en plus d'urbains scolarisés souhaitant se réaliser d'un point de vue personnel.

À ces facteurs, qui devraient concourir à une amplification du phénomène migratoire tant à l'échelle internationale que régionale, s'ajoutent de nouveaux motifs, *a priori* durables :

- le développement économique des pays émergents, qui devrait entraîner une mobilité accrue de leurs populations, y compris à l'international, et des phénomènes d'attractivité propices à l'accroissement des flux d'immigration vers ces pays;
- les premiers effets du changement climatique (phénomènes climatiques extrêmes, sécheresse, désertification, montée des eaux, inondations, etc.), qui devraient se répercuter sur les populations d'États déjà fragiles et instables, en particulier dans les zones de deltas ou de tensions hydriques. L'Afrique subsaharienne (golfe de Guinée, Sénégal, Gambie, Égypte, littoral de l'Afrique australe et orientale), le Proche-Orient et le Moyen-Orient (Gaza, Yémen, etc.) et l'Asie du Sud (Bangladesh, Inde, bassin du Mékong, etc.) devraient être les régions les plus exposées et les plus vulnérables. Au-delà de l'horizon 2040, le nombre de réfugiés climatiques pourrait ainsi atteindre 220 M de personnes, dont 14 M pour le seul Bangladesh³.

2.2 – Vers une reconfiguration des flux migratoires internationaux ?

Les flux migratoires intercontinentaux devraient être similaires à ceux d'aujourd'hui, une partie importante des migrations se faisant depuis l'Asie (notamment la zone Afghanistan/Pakistan) et l'Afrique à destination de l'Europe et l'Amérique du Nord; de l'Amérique du Sud vers celle du Nord. Les pays du Maghreb, notamment le Maroc, devraient rester une zone de transit importante de la main-d'œuvre, légale et illégale, en provenance d'Afrique subsaharienne à destination de l'Europe et de l'Amérique du Nord.

Si les migrations Sud-Sud sont actuellement équivalentes aux migrations Sud-Nord (respectivement 61 M et 62 M), elles devraient connaître l'une et l'autre une croissance importante à l'horizon 2040. Actuellement, les trois quarts des migrants internationaux partent vers un pays dont l'indicateur de développement humain est plus élevé que dans leur pays d'origine; toutefois, leur destination est moins souvent un pays développé qu'un autre pays en développement.

En valeur absolue, les deux grands pôles d'accueil devraient demeurer l'Europe et les États-Unis. En dépit d'un taux de croissance économique plus faible que celui des émergents et des États-Unis et d'une difficulté à s'accepter comme terre d'immigration, l'Europe devrait en effet conserver une forte attractivité en terme d'immigration (marché de l'emploi/ressources, langues, régime politique, proximité géographique, réseaux déjà constitués, mode de vie attractif, etc.).

RUPTURE

Un autre scénario est cependant envisageable. L'Europe pourrait subir une dégradation sensible de son attractivité économique (langueur économique et chômage de masse durables*) et politique (mesures restrictives à l'encontre des flux d'immigration; dégradation du climat social et politique vis-à-vis de la population immigrée), au moment même où de nombreux pays en développement pourraient émerger comme autant de pôles de croissance et de stabilité. Couplée au ralentissement de la croissance démographique des pays d'émigration, une telle évolution aboutirait à un scénario selon lequel les pays européens ne seraient plus en mesure d'attirer les migrants nécessaires à leur renouvellement démographique et à leurs besoins économiques; une spirale de dépression à la fois démographique et économique pourrait alors s'engager.

* En moyenne, le taux de chômage des populations immigrées est deux fois supérieur à celui de la population autochtone.

RUPTURE

L'adoption progressive d'un modèle de croissance « décarboné » pourrait se traduire par une réorientation des flux migratoires dirigés vers les puissances pétrolières du golfe Persique* au profit d'autres régions.

* Ces pays présentent actuellement les soldes migratoires, rapportés à leur population, les plus importants au monde (Émirats arabes unis: 5 % en moyenne annuelle; Qatar: 4 %; Koweït: 2 %).

Par ailleurs, la constitution de réseaux alimentés par les dynamiques de la mondialisation et des recompositions géopolitiques pourrait être à l'origine de nouveaux flux migratoires à l'échelle internationale, qui ne seraient plus fondés sur les liens historiques (avec les anciennes puissances coloniales) ou la proximité géographique ou culturelle. Ainsi, avec la multiplication des échanges entre l'Asie et l'Afrique subsaharienne, certains pays riverains de l'océan Indien (Somalie, Kenya, Tanzanie...) pourraient devenir des pays d'accueil et de transit vers l'Asie.

Hormis pour les réfugiés, les logiques qui prévalent désormais ne relèvent plus nécessairement de l'exil définitif, mais plutôt d'un mouvement régulier de circulation migratoire. De nombreux migrants aspirent à circuler sans se sédentariser définitivement dans un pays. Plus les frontières sont ouvertes, plus les migrants peuvent circuler, et moins ils s'installent. Une plus grande facilité à partir, à revenir et à repartir encourage ce nouveau nomadisme. À l'inverse, la fermeture des frontières incite les migrants à se sédentariser, par crainte de ne pouvoir revenir s'ils partent. La pérennisation et le développement de ce modèle migratoire dépendront donc largement des politiques qui seront menées dans les pays d'accueil.

Des politiques de plus en plus restrictives et la fermeture des frontières seraient de nature à favoriser les stratégies de contournement et à renforcer les filières criminelles, elles-mêmes de plus en plus réactives, la fermeture de certaines routes les obligeant à s'adapter en sécurisant les nouvelles voies d'émigration (ce qui explique, en partie, la hausse du prix moyen du projet migratoire, multiplié par quatre depuis 2002). Alors qu'aux filières morcelées et segmentées ont succédé des filières structurées (accords entre groupes mafieux), à partir desquelles s'organise l'ensemble du trajet vers le pays de destination, cette tendance devrait se poursuivre, voire se renforcer avec l'augmentation des flux irréguliers.

1- Rapport mondial sur le développement humain, PNUD, 2009.

2- État de la migration dans le monde, Organisation internationale pour les migrations, 2010.

3- Haut-commissariat de l'Onu pour les réfugiés, communiqué du 10 décembre 2008.

2.3 – Les migrations, facteur de régulation

Les migrations internationales, qui ont toujours constitué, dans l'histoire du peuplement humain, une variable d'ajustement nécessaire pour faire face à l'évolution des milieux, se sont mondialisées, avec l'apparition de nouvelles formes de réseaux, et ont fortement crû au cours des quarante dernières années. La question des apports et contraintes qu'elles généreront à l'horizon 2040 se pose désormais avec une acuité particulière. Leur caractère potentiellement *crisogène*, lié à des mouvements soudains et massifs, doit être mis en balance avec le bénéfice qu'elles peuvent apporter en termes de soulagement d'un milieu (pression sur le foncier, les ressources naturelles et hydriques, le marché du travail, etc.) et de politique de développement (phénomène des *returnees*).

Les migrations internationales représentent un enjeu essentiel en matière de régulation des flux et une possible réponse au vieillissement de la population de certains pays. À l'horizon 2030, le déficit en population active des pays européens pourrait ainsi s'élever à 30 M de personnes, alors que, dans le même temps, les marchés du travail des pays africains devraient être dans l'incapacité d'absorber l'accroissement important de leur population active.

Le rapprochement de ces deux tendances serait de nature, logiquement, à favoriser la mise en place de politiques d'ajustement et d'internationalisation du marché du travail, qui profiteraient à l'ensemble de ces pays ; mais une telle dynamique, générant un brusque gonflement des flux migratoires, se heurterait aux sentiments nationalistes, voire xénophobes, de certaines franges des opinions publiques.

Toutefois, dans un contexte où les frontières constituent de plus en plus des lignes de passage, les logiques parfois antagonistes qui opposent l'État (tentations protectionnistes/fermeture des frontières) au marché (besoins de main-d'œuvre et volonté de mobilité – assouplissement des frontières) pourraient, à l'horizon 2040, tourner à l'avantage de ce dernier et se traduire par un mouvement d'assouplissement des mesures conservatoires visant l'immigration.

De leur côté, les pays d'émigration demeureront affectés par les phénomènes de captation des compétences (« fuite des cerveaux ») au profit des pays d'immigration et par de nouvelles formes de dépendance économique¹. Toutefois, au total, l'émigration devrait continuer à générer des effets bénéfiques : transferts de connaissances et de technologies, limitation du chômage en allégeant la pression sur le marché de l'emploi (et, indirectement, sur l'État) du pays d'origine, transferts de fonds des migrants, etc. Ces transferts financiers (« remises »), qui représentent plus de 300 Md de dollars par an depuis 2007, soit trois fois le volume de l'aide publique au développement, constituent un élément essentiel du développement des pays de départ. Alors que les transferts représentent en moyenne 2 % du PIB des pays en développement et, souvent, la première source de devises, de nombreux pays d'émigration ont pris la pleine mesure de l'intérêt – économique et politique – qu'ils peuvent en tirer (création de ministères de l'Émigration au Maroc et en Turquie, par exemple afin d'encourager les migrants à réinvestir chez eux).

1- Les transferts financiers des populations émigrées vers leur pays d'origine peuvent se traduire par de nouveaux types de consommation (dépenses de prestige, reproduction du mode de vie occidental) entraînant un accroissement des importations.

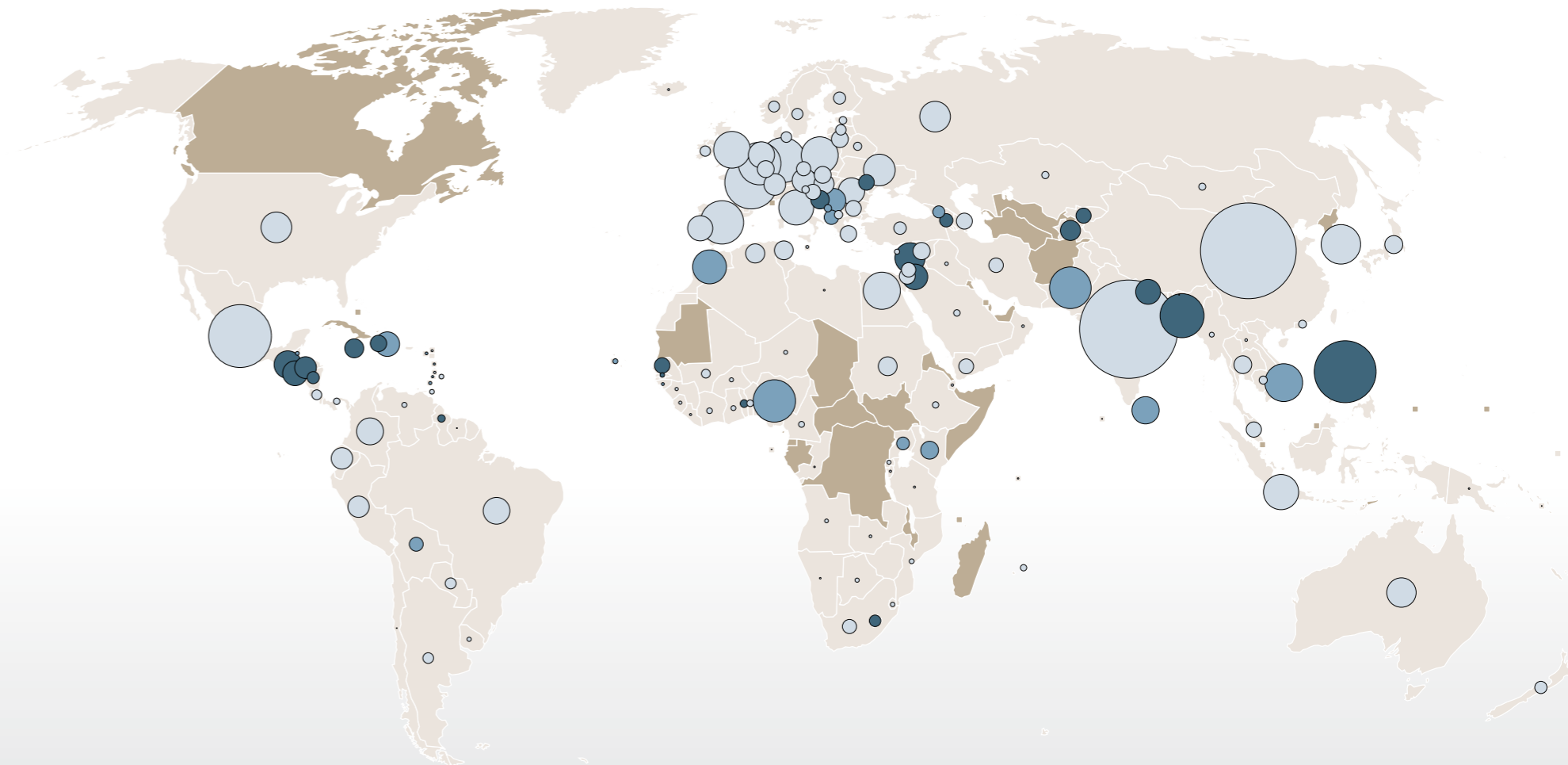
2.4 - Le migrant, un nouvel acteur des relations internationales

Longtemps ignorés par les États, les migrants se sont progressivement imposés sur la scène internationale en tant qu'acteurs transnationaux, remettant en question et brouillant les principes et les symboles mêmes de l'État – la souveraineté, les frontières et les identités.

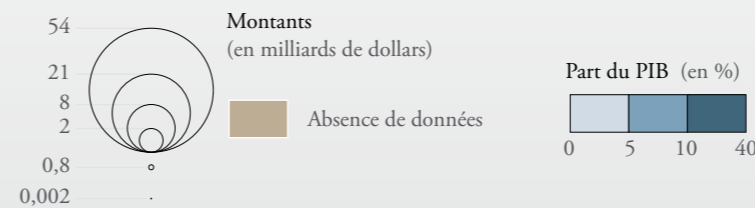
Portée par la nécessité de réguler les flux à l'échelle mondiale, l'évolution du droit de circulation des personnes s'articule aujourd'hui autour de deux axes principaux² : la mise en œuvre d'un dialogue intergouvernemental sur les politiques migratoires des États et la constitution d'un *corpus* juridique permettant d'enrayer les trafics humains et de faciliter les remises des migrants.

Une forme de gouvernance internationale (« Bretton Woods » de la démographie), associant pays d'accueil et de départ, syndicats, ONG afin, notamment, de s'accorder sur un seuil minimal des droits du migrant, pourrait également émerger et favoriser la régulation de ces flux.

2- Forums organisés par l'Onu sur le sujet à Bruxelles en 2007, Manille en 2008, Athènes en 2009 et Madrid en 2010.



Remises des migrants vers leur pays d'origine, 2010



Source : Banque mondiale, <http://data.worldbank.org>
Atelier de cartographie de Sciences Po - 2011

3 Les évolutions démographiques, un enjeu de la gestion des territoires

3.1 – Des densités urbaines de plus en plus fortes¹

À l'horizon 2040, le mouvement d'urbanisation[▲] aura continué à progresser, à un rythme moins rapide toutefois², et les villes[▲] concentreront 65 % de la population mondiale (50 % en 2010). Cette croissance de l'urbanisation résultera à la fois de l'accroissement naturel et de la poursuite du mouvement massif d'exode rural[▲].



RUPTURE

La population rurale devrait ainsi subir un retournement de tendance à l'horizon 2020-2025 et entamer sa déflation absolue au-delà de 2040.

95 % de l'accroissement démographique mondial sera absorbé par les villes[▲] des pays en développement, où vivront 4 Md de personnes, soit 80 % des citadins dans le monde. Cette croissance continue se traduira par un étalement et une augmentation numérique des villes. Le nombre de mégapoles[▲] de plus de 10 M d'habitants devrait

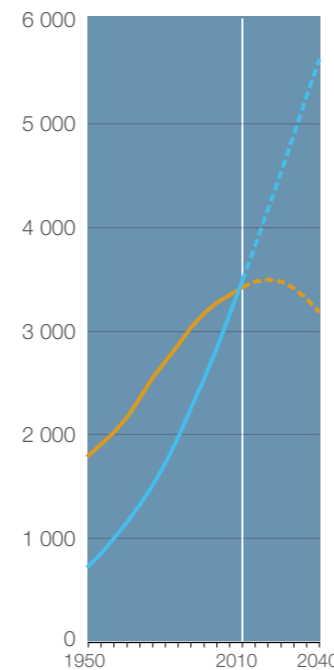
ainsi dépasser la trentaine³, alors même que la part relative de leur population devrait se maintenir à hauteur de 10 %.

À l'échelle régionale, l'Afrique subsaharienne⁴ et l'Asie orientale connaîtront les taux de croissance urbaine les plus importants du globe. À l'horizon 2040, la seule population urbaine asiatique devrait croître de 1,8 Md d'habitants. Avec une dynamique d'urbanisation qui pourrait être la plus rapide de l'histoire, l'Afrique subsaharienne compterait alors 900 M de citadins supplémentaires. En Amérique latine, en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, en revanche, la croissance des villes se ralentira, ces pays ayant déjà amorcé leur transition urbaine. En Europe, les taux d'urbanisation, à peine plus élevés que ceux d'aujourd'hui, s'établiraient autour de 80 %, alors qu'en Amérique du Nord, il avoisinerait 85 %.

Cette urbanisation du monde s'accompagnera du développement des bidonvilles, qui regrouperont, d'ici à 2020, entre 1,5 Md et 2 Md d'habitants, soit environ 50 % de la population urbaine totale⁵. L'installation anarchique croissante de ces populations en zone potentiellement dangereuse et très difficile à contrôler pourrait constituer la principale cause de catastrophes urbaines, d'autant que de nombreuses agglomérations ou régions densément peuplées sont d'ores et déjà menacées par des aléas naturels de grande ampleur⁶.

1- Les projections de l'Onu en matière de démographie urbaine se fondent sur un panel d'environ 170 appareils statistiques, correspondant à autant de définitions de l'urbain. Les écarts d'acceptation et d'échelle pouvant être sensibles (unité de 100 à 10000 habitants), ce rapport s'appuie sur la définition française et s'attache à prendre en compte les tendances globales.
2- Le taux de croissance annuelle de la population urbaine devrait passer de 1,9 % en 2010 à 1,6 % en 2030, et 1,2 % en 2040.

3- Contre deux en 1950 (New York et Tokyo) et 21 à l'heure actuelle (*World Urbanization Prospects*, Onu).
4- Plus particulièrement les 16 États d'Afrique de l'Ouest. Pour mémoire, la population urbaine africaine a été multipliée par 11 au cours des 50 dernières années.
5- Contre 1 Md à l'heure actuelle (Centre des Nations unies sur les établissements urbains).
6- Séismes, éruptions volcaniques, raz-de-marée, etc.



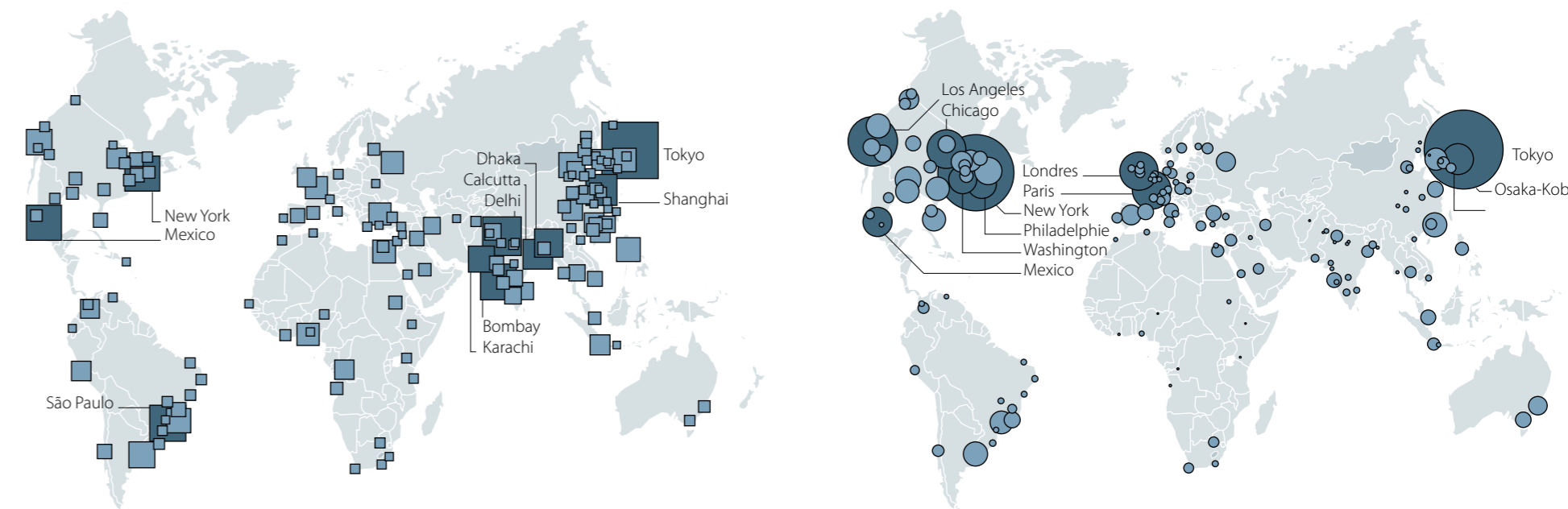
Évolution des populations urbaine et rurale, 1950-2040

Note : estimation moyenne en millions

Population urbaine (bleu) / Population rurale (orange)

Source : Onu, <http://esa.un.org/unpp>

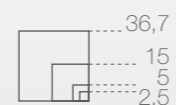
Atelier de cartographie de Sciences Po - 2011



Population et richesse produite par les principales agglomérations, 2010

Les 150 agglomérations les plus peuplées

Population, 2010 (en millions d'habitants)

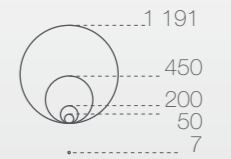


les 10 premières

1	Tokyo	36,7
2	Delhi	22,1
3	São Paulo	20,3
4	Bombay	20,0
5	Mexico	19,5
6	New York	19,4
7	Shanghai	16,6
8	Calcutta	15,6
9	Dhaka	14,7
10	Karachi	13,1

Les 150 agglomérations les plus riches

Produit urbain brut, 2005 (en millions de dollars)



les 10 premières

1	Tokyo	1 191
2	New York	1 133
3	Los Angeles	639
4	Paris	460
5	Chicago	460
6	Londres	452
7	Osaka-Kobe	341
8	Mexico	315
9	Philadelphie	312
10	Washington	299

Sources : Nations unies, division Population, *World Urbanization Prospects : the 2007 Revision*, New York (NY), février 2008, www.un.org ; City Mayors, *Urban Statistics*, mars 2007, www.citymayors.com

MF Durand, P Copinschi, B Martin, P Mitrano, D Placidi-Frot, Atlas de la modernisation, Presses de Sciences Po - Paris, 2010



RUPTURE

Alors que le Japon a connu, le 11 mars 2011, une catastrophe de grande ampleur (séisme/tsunami/catastrophe nucléaire) dont les conséquences à moyen et à long termes sont encore difficilement évaluables, d'autres métropoles surpeuplées, comme Lima ou Istanbul, sont menacées par des tremblements de terre dévastateurs sur les plans humain et économique. Un séisme de grande ampleur pourrait également survenir en Californie, où la mégapole de Los Angeles – San Diego (plus de 18 M d'habitants) concentre une activité humaine parmi les plus importantes au monde. Les ruptures massives de la partie Sud de la faille de San Andreas se produisant environ tous les siècles et la dernière datant de 1857, un *Big One* est envisageable dans les trente ans à venir. Affectant la superpuissance américaine, il constituerait une rupture stratégique majeure aux conséquences incalculables sur l'ensemble du monde : crise économique mondiale de très grande ampleur, recompositions géostratégiques, instabilité accrue, etc.

Le développement des mégapoles et la croissance continue des bidonvilles posent d'importantes difficultés en termes d'aménagement du territoire, de gestion des déchets, d'émission de gaz à effet de serre directs et indirects par l'énergie consommée et, *in fine*, de gouvernance. Les villes les plus polluées aujourd'hui (Mexico, Pékin, Le Caire, Jakarta, Los Angeles, São Paulo) devraient l'être encore à l'horizon considéré, étant donné leurs perspectives de croissance démographique et économique.

Certaines études ont établi que le risque de guerre civile est deux fois plus important dans les pays connaissant une croissance de leur population urbaine supérieure à 4 % par an. Tel sera le cas, jusqu'en 2020-2025, d'une large part de l'Afrique orientale et de l'Afrique centrale, et cela jusqu'en 2020-2025. L'urbanisation rapide de certaines régions, couplée à de fortes densités, accentuera les risques de confrontation.

Dans les pays du Nord, le partage entre villes et campagnes devrait se rééquilibrer sous l'effet de politiques impulsées par des critères écologiques et économiques. Alors qu'il est choisi au nord, l'étalement urbain est, au sud, le résultat de politiques publiques visant à résoudre les tensions propres aux villes, et peut se traduire par des déplacements de population, voire des destructions de bidonvilles.

Les densités les plus fortes se concentrent sur les rivages et dans les zones qui ont accès à l'eau : 3 habitants sur 5 vivent ainsi à moins de 100 km des côtes. Les villes qui polarisent l'exode rural étant fréquemment en zone littorale, la dynamique de *littoralisation* – souvent couplée, dans les pays développés, à l'héliotropisme – devrait se poursuivre à l'horizon des trente prochaines années.

3.2 - La pression démographique sur les ressources

Avec une empreinte écologique[▲] jusqu'à 1 000 fois supérieure à son territoire physique, le développement et la densification des foyers de peuplement induits par l'urbanisation vont peser sur les ressources naturelles. Alors que les deux cinquièmes de l'humanité vivent le long de rivières et de lacs partagés par au moins deux pays, la gestion de l'eau constituera un enjeu majeur de développement, de coopération, voire de confrontation. En terme de production alimentaire, les évolutions démographiques impliqueraient de doubler la production pour faire face à la croissance quantitative et qualitative des besoins de la population mondiale.

La prise en compte par les États de leurs vulnérabilités et des dépendances générées par leur croissance démographique pourrait se traduire par l'établissement de nouvelles relations stratégiques, sans lien avec les anciennes coopérations politiques et militaires, à l'instar des partenariats actuellement développés entre les pays grands producteurs agricoles.

La pression démographique sur le milieu devrait également constituer un enjeu important, à la fois en termes de gestion des territoires (ressources, déchets, risques naturels) et de réduction des inégalités. La dépendance de populations déplacées à l'égard des ressources naturelles pourrait, par exemple, engendrer un accroissement des tensions entre personnes déplacées et populations locales, contraintes de partager leurs ressources.

Au total, couplées aux facteurs économiques, sociaux, environnementaux ou politiques (conflits anciens, tensions interethniques, etc.), les tendances démographiques pourraient accroître les risques de fortes tensions, voire de confrontation locale ou régionale. « L'arc de crise démographique » couvrant l'Afrique de l'Ouest, l'Afrique centrale, le Proche-Orient et le Moyen-Orient, jusqu'à l'Afghanistan – Pakistan – Nord de l'Inde se confond ainsi pour une large part avec les régions connaissant les tensions politico-sécuritaires les plus fortes.

» En Afrique subsaharienne, les taux de croissance démographique et urbaine, les plus élevés au monde, amplifieront les difficultés générées par les évolutions climatiques et l'accès aux ressources. La seule émigration ne suffira pas à apaiser les tensions, parfois brutales, qui pourraient survenir. Des scénarios aboutissant à la « faillite » de certains États ou à des confrontations armées dans des zones à forte immigration ne sont pas à exclure.

» L'Asie concentrera encore la majorité de la population mondiale et deux des plus importantes puissances démographiques (Chine et Inde). Le ralentissement de son accroissement naturel (à l'exception notable de la zone « Afghanistan – Pakistan – Nord de l'Inde », où la croissance se poursuivra) et le développement économique attendu pourraient limiter les effets de seuils démographiques et urbains. La question de l'accès aux ressources se posera toutefois, tant en termes de gouvernance régionale et de coopération transfrontalière que d'antagonismes, dont les effets pourraient largement dépasser le cadre régional et enclencher un jeu d'alliances, voire une escalade (par exemple, la gestion des grands bassins hydriques transfrontaliers).



Le lit de la rivière Gan à sec, 22 juillet 2011, Chine – cette sécheresse affecte considérablement les industriels et les résidents

⇒ CONSÉQUENCES POUR LA DÉFENSE

Les grandes tendances démographiques à l'œuvre dans les trente prochaines années pourraient avoir des répercussions significatives sur les missions attribuées aux forces armées et exacerber les contraintes, en particulier en matière de moyens humains et financiers.

Une diversification croissante des missions

L'augmentation continue du nombre de migrants européens dans le monde pourrait conduire les forces armées françaises et européennes à se voir sollicitées de manière croissante pour porter assistance à leurs ressortissants (RESEVAC).

Parallèlement, la croissance démographique soutenue de l'Afrique subsaharienne tout au long de la période considérée et son incapacité, en particulier économique, à absorber de tels flux multiplieront le nombre de candidats au départ à destination d'une Europe perçue comme un pôle d'attractivité et proche géographiquement, historiquement et culturellement. Dans ce contexte, les forces armées seront sollicitées pour renforcer leur contribution à la surveillance des approches terrestres, maritimes et aériennes afin, notamment, de sécuriser des points sensibles ou de faire face à des situations particulières (flux massifs et soudains de population, crises humanitaires de grande ampleur, etc.).

Une sollicitation accrue dans un environnement plus contraignant

Le vieillissement de la population et le déclin démographique européen influenceront les choix de société. La hiérarchie des priorités entre le financement du système de protection sociale (retraite, soin aux personnes âgées) et la préservation des ressources nécessaires à des forces armées modernes et opérationnelles pourrait être revue au détriment des secondes.

L'Europe vieillissante manquera de soldats. À l'horizon 2040, le réservoir de la tranche 16-25 ans, dans lequel recrutent les armées, représentera ainsi 10,4 % de la population européenne et 11,5 %¹ de la population française – ce qui ne manquera pas de peser sur la capacité de recrutement de la défense. Les pays européens pourraient être amenés à s'inspirer de la politique de recrutement de l'armée américaine, qui recrute des immigrants sans papiers en échange de titres de séjour de longue durée, voire de naturalisation.

La croissance continue de la population urbaine pose la question de l'adaptation des forces armées françaises et européennes (matériels, doctrines d'emploi, etc.) lors d'engagements opérationnels sur ces théâtres d'opération spécifiques. La probabilité croissante de certains scénarios paroxysmiques (engagement armé au sein d'une mégapole de plusieurs dizaines de millions d'habitants) pourrait ainsi conduire à des manœuvres de contournement ou « d'engagement », plutôt que d'engagement.

Les forces armées de l'UE, engagées dans une déflation des effectifs susceptible d'être aggravée par la raréfaction de la ressource humaine, pourraient être confrontées à des engagements opérationnels présentant un niveau de dissymétrie numérique inconnu jusqu'alors. Par ailleurs, la contrainte qui pèsera sur les effectifs soulèvera la question du niveau d'engagement des forces françaises et européennes en cas de crises simultanées.

Les États-Unis, confrontés, dans une moindre mesure que l'UE, au vieillissement de leur population, pourraient être contraints de revoir à la baisse leur niveau d'engagement potentiel en opération extérieure, en particulier en cas d'engagement multiple. Un tel scénario imposerait aux États européens de ne compter que sur leurs propres forces face à certaines crises, en particulier là où les intérêts américains ne seraient pas directement en jeu.

Dans ce contexte général, la question des limites capacitaires des forces armées des pays développés, en particulier européennes, se posera avec une acuité croissante, et elle pourrait se traduire par des logiques de renoncement – partiel ou total – et un recours accru aux coalitions, voire à l'externalisation croissante de certaines capacités et compétences spécifiques.

1- *World Population Prospects, the 2010 revision*, Onu.



Évacuation des ressortissants à Beyrouth effectuée en Caracal (EC725) et par le BPC *Mistral*, juillet 2006, opération Baliste